



«Ce virus nous invite à penser l'impensable»

ENTRETIEN Le directeur général du CICR, Yves Daccord, quitte ses fonctions en pleine tempête sanitaire mondiale. Mais s'il s'inquiète des effets immédiats de la maladie, il redoute encore plus les crises économiques et politiques qu'elle entraînera

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC ALLGÖWER
@marcallgower



Yves Daccord: «Lorsque nous demandons aux gens de quoi ils ont le plus besoin, le wi-fi arrive toujours dans le top 3.» (EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)

Au téléphone, la voix est énergique, le ton toujours déterminé à convaincre son interlocuteur. Confiné lui aussi à cause du coronavirus, Yves Daccord vit ses derniers jours à la tête du CICR avec une intensité particulière. Engagé comme délégué en 1992, il est passé du terrain – entre Israël, Palestine, Soudan, Yémen et Cau-

case – au sommet de l'institution, qu'il a dirigée durant une décennie. A la fin du mois, il remettra sa casquette de directeur général alors qu'une pandémie bouleverse le monde.

Vous allez quitter le CICR à un moment critique. Est-ce que c'est difficile? Oui, mais en même temps,

je ressens de la gratitude de pouvoir contribuer jusqu'à la dernière minute à la première phase de notre réponse à cette crise. Il est très important que mon successeur, Robert Mardini, puisse réfléchir à la seconde phase et la diriger, car personne ne peut pour l'heure appréhender tous les effets de quelque chose d'aussi gigan-



tesque.

Quel est l'impact immédiat pour le CICR? Il y a d'abord les restrictions imposées par les Etats, qui nous obligent à travailler en partie à distance. Nous y sommes habitués. L'autre impact, plus complexe, concerne les populations les plus vulnérables qui ne sont jamais la priorité des autorités, comme les détenus, les réfugiés et les migrants.

Cette pandémie souligne-t-elle notre interconnexion avec ces populations? Si rien n'est fait pour les aider, la propagation du virus sera impossible à enrayer. Oui, c'est très frappant de voir que nous souffrons tous de la même chose. Nous avons autant intérêt à nous en occuper ici et maintenant qu'ailleurs, dans des zones de crise.

Vous êtes habitué aux contextes instables. Quel regard portez-vous sur la déstabilisation que cette pandémie provoque en Suisse et en Europe? Je ne perçois pas la Suisse comme un pays déstabilisé. Même si c'est compliqué, je suis épaté de voir les différents échelons de notre pays gérer la situation avec cohérence. Mais il est vrai que cette pandémie nous pousse à penser l'impensable. Nous voici propulsés dans ce que vivent les gens en Syrie, en Ukraine ou en Somalie, des endroits où les choix individuels sont conditionnés par des enjeux collectifs. Je pense que la Suisse et l'Europe surmonteront la crise immédiate, mais je suis préoccupé par les conséquences à plus long terme. Je le constate dans tous les pays où nous opérons: les crises sont très dures, mais c'est l'après qui est encore plus complexe pour la fabrique sociale.

Qu'est-ce qui pourrait changer pour nous? Dans le cas de la Suisse, je pense aux multiples équilibres qui existent entre les différents pôles de pouvoir, qu'il soit politiques ou

financiers. La crise peut entraîner des disparités économiques et pousser certains secteurs de la société à ne plus se sentir soutenus. Dans d'autres pays plus précaires, je crains un recours à la force.

Un tel scénario affecterait profondément les opérations du CICR. On se prépare en effet à ce que l'environnement opérationnel change. Cela nous poussera à réfléchir encore plus à nos priorités. Faudra-t-il se concentrer dans certains pays sur les disparus? Sur les détenus? Sur les migrants? Cela pourrait nous pousser à des choix douloureux.

Quelles régions vous inquiètent-elles le plus à ce titre? Le Sahel, le Moyen-Orient ou l'Afghanistan, partout où les gouvernements sont déjà incapables de fournir les ser-

«A la crise sanitaire succédera une crise humanitaire qui nécessitera une intervention massive»

vices de base à leur population. On se souvient que le Printemps arabe a d'abord été l'expression de la pauvreté des gens.

Une crise économique pourrait-elle mettre en danger le financement du CICR par les gouvernements? Je le redoute pour l'ensemble de l'écosystème humanitaire, car à la crise sanitaire succédera une crise humanitaire qui nécessitera une intervention massive. Sans parler de l'aide au développement qui verra son financement se réduire

encore plus.

Votre mandat, débuté en 2010, a été marqué par la guerre en Syrie. Est-ce que vous craignez un nouveau bain de sang à Idlib? D'abord, je reste stupéfait par la situation dramatique que vit la Syrie dans son ensemble. Notre président, Peter Maurer, en revient et m'a dit la consternation absolue qu'on ressent sur place. Quant à Idlib, les forces en présence vont pousser jusqu'au bout pour obtenir ce qu'elles veulent sans hésiter. Je ne vois aucun consensus international permettant de trouver une solution à long terme.

Quand on observe l'étendue du désastre syrien, on peut se demander quelle différence le CICR y a faite depuis 2011. C'est vrai, on a le sentiment de faire une plus grande différence au Yémen, en Irak, en Somalie, au Sud-Soudan ou en Ukraine, où je peux dire avec humilité que le CICR a eu un impact sur la souffrance collective en répondant sur la durée aux besoins des plus vulnérables et en maintenant le contact avec tous les belligérants. En Syrie, nous avons fait un travail extraordinaire sur des points spécifiques, pour fournir de l'eau ou pour obtenir un accès à Alep à un moment crucial. Mais c'est le pays d'une frustration énorme pour moi. Notre capacité à y visiter des prisons ou à aider les familles de disparus reste extrêmement limitée.

L'humilité que vous évoquez pose-t-elle aussi les limites de votre champ d'action? Vous savez, je reviens du Rwanda. C'est sans doute l'un des pays où le CICR a fourni l'une de ses plus grandes contributions en sauvant, selon nos propres estimations, entre 60000 et 70000 vies durant le génocide de 1994. C'est extraordinaire, mais 800000 personnes sont mortes.

Et toute humilité mise à part, de quoi êtes-vous le plus fier au terme de votre mandat? Je pense que j'ai contribué à repenser le «nous»



dans notre organisation. Quand je suis entré en fonction, il était très axé sur les 15% du personnel qui venaient de Genève. Or, j'étais convaincu que ce «nous» devait aller du chauffeur au Niger jusqu'au président du CICR. En 2017 et en 2018, lorsque nous avons perdu plusieurs collègues, personne ne s'est posé la question de leur statut. Ils étaient nos frères et nos sœurs, ils faisaient partie d'un «nous» de 20000 personnes. Cette démarche a une visée morale mais aussi opérationnelle car nous travaillons dans un environnement plus polarisé, où les ressortissants de certains pays ne peuvent pas toujours être déployés. Je suis fier de ce CICR-là, à la fois façonné par son identité et composé de gens très différents.

INTERVIEW

Quel est votre regret principal?

De ne pas avoir réussi à maintenir l'équilibre entre la croissance nécessaire de l'organisation – surtout à partir de 2011 au Moyen-Orient et dans le Sahel – et la dimension bureaucratique. J'aurais aimé trouver un meilleur compromis entre l'action humanitaire et les exigences qui lui sont désormais associées comme le «reporting». Aujourd'hui, notre organisation est complexe, ce qui n'est pas toujours facile à vivre pour certains de mes collègues. Au fond, je crois que nous devons nous repenser sur un mode plus décentralisé, et laisser nos équipes sur le terrain s'engager plus au nom du CICR vis-à-vis des gouvernements ou des combattants. Nous le faisons déjà pour les questions de sécurité, ce qui est rare. Nous devrions faire de même avec nos engagements en matière financière ou de res-

sources humaines.

Vous avez été critiqué pour avoir défendu les partenariats public-privé. Le CICR a-t-il su en tirer profit sans perdre son identité? Plus que jamais. Il ne s'agit pas seulement de trouver des ressources pour répondre aux besoins mais aussi de développer une capacité d'influence. Pour peser face aux décideurs, il faut avoir le secteur privé à ses côtés. Narendra Modi, Xi Jinping, Vladimir Poutine ou Donald Trump ont tous des relations avec le secteur privé, ils aiment faire partie de clubs. Par ailleurs, nombre de grands décideurs font de moins en moins confiance à leur bureaucratie mais sont très connectés entre eux. Il faut donc établir un rapport

«Nous savons tous que la fermeture des frontières est une solution à court terme»

personnel avec eux pour entrer dans ce cercle. Je le répète à mes collègues: si nous sommes capables d'avoir une relation suivie avec des organisations aussi complexes que les talibans ou que les gouvernements américain ou chinois, je ne vois pas pourquoi nous ne serions pas capables de le faire avec le secteur privé. Enfin, il y a plusieurs secteurs privés. Deux comptent particulièrement pour nous. D'abord, le secteur privé local, indispensable pour les communautés que nous assistons. Ensuite, les géants qui gèrent les données. Google, Facebook ou Apple comptent désormais presque autant pour nous que la Chine ou les Etats-Unis.

Quel est l'impact de la Silicon Valley

sur vos terrains d'actions? Lorsque nous demandons aux gens de quoi ils ont le plus besoin, le wi-fi arrive toujours dans le top 3. Or, les données que ces gens produisent peuvent les mettre en danger. Prenez la question des disparus. Nous récoltons des données les concernant depuis des décennies. Désormais, ces informations se trouvent sur Facebook ou Google. Notre grande bataille est de garantir que cette pratique respecte la sphère privée des disparus et de leurs proches, qui sont très vulnérables.

Quel regard portez-vous sur le changement de ton de la Suisse vis-à-vis de l'UNRWA? Cela signifie-t-il que le soutien de la diplomatie helvétique n'est plus un acquis, même pour le CICR? Je distinguerais les deux choses. D'un côté, l'attitude de la Suisse envers l'UNRWA est malheureuse. La façon dont Berne a lâché Pierre Krähenbühl, son propre citoyen, m'a laissé songeur, de même que la manière dont elle a critiqué l'organisation comme étant partie du problème plus que de la solution au conflit israélo-palestinien. Mais je n'ai vu aucun changement vis-à-vis de nous et je crois que notre pays tient son rôle de garant pour les Conventions de Genève et le droit international humanitaire.

Une crise humanitaire se déroule justement en ce moment aux portes de l'Europe, à la frontière entre la Turquie et la Grèce. Que peut faire la Suisse? Elle pourrait proposer un regard équilibré, sans naïveté, sur l'étape suivante. Nous savons tous que la fermeture des frontières est une solution à court terme. Il faut réfléchir aux questions migratoire, démographique et économique à long terme. ■

LE TEMPS

Le Temps
1002 Lausanne
058 269 29 00
<https://www.letemps.ch/>

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 33'508
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Seite: 5
Fläche: 140'276 mm²

Auftrag: 3007101
Themen-Nr.: 999.222

Referenz: 76724793
Ausschnitt Seite: 4/4

«Je vais faire de la politique»

AVENIR Après une trentaine d'années passées au CICR, Yves Daccord souhaite s'engager en matière de sécurité et de protection des données

Y a-t-il une vie après le CICR? Il y en a même plein! Je vais faire de la politique, mais pas de la politique politicienne. Je pense que nos systèmes, en Europe, en Asie, en Amérique du Nord et du Sud ont de la peine à créer du consensus, aussi bien entre Etats qu'au sein des sociétés. Je m'engage dans une phase de réflexion pour imaginer la meilleure manière de contribuer à des solutions politiques très précises en

matière de sécurité et de protection des données, en particulier pour les grandes villes.

C'est à la fois mystérieux et ambitieux. Concrètement, je vais passer un ou deux ans à enseigner et à échanger avec des experts pour développer des solutions pratiques. Dans l'immédiat, je dirigerai un projet de recherche au sein du Berkman Klein Center for Internet & Society de l'Université Harvard aux Etats-Unis.

Pourquoi cet intérêt pour les villes? Je pense que les Etats se concentreront de

plus en plus sur leurs fonctions régaliennes, comme la sécurité, et qu'ils auront de la peine à tester de nouveaux modèles. Nos villes sont les structures les plus ouvertes à essayer de nouvelles choses, par exemple pour répondre au défi écologique. Elles retrouvent un rôle moteur qu'elles occupaient déjà au Moyen Age.

Et après, reviendrez-vous en Suisse pour vous présenter devant les électeurs? (Rire) Non! Je veux conserver mon ancrage en Suisse et à Genève, mais vous me verrez plutôt ailleurs dans le monde. ■ M. A.